



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**RENOVATION A L'IDENTIQUE DES
MENUISERIES BOIS EXTERIEURES
INTEGRANT LE REMPLACEMENT DES
VITRAGES DU BÂTIMENT D ET DU HALL
D'EXPOSITION DE L'ENSAB**

MARCHE PASSE SELON UNE PROCEDURE ADAPTEE

en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8
du Code de la Commande Publique (CCP)

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP**

SOCIETE :

N° de marché :

2024T006

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - **OBJET ET DUREE DU MARCHÉ**

- 1.1 Objet du marché
- 1.2 Option
- 1.3 Durée du marché
- 1.4 Allotissement

ARTICLE 2 – **INTERVENANTS**

- 2.1 Maîtrise d'ouvrage
- 2.2 Conduite d'opération – suivi de chantier
- 2.3 Contrôle technique
- 2.4 Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé
- 2.5 Titulaires

ARTICLE 3 – **DOCUMENTS CONTRACTUELS**

ARTICLE 4 – **OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

- 4.1 Nature de l'obligation du titulaire
- 4.2 Moyens humains – personnel affecté aux travaux
- 4.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur les lieux des travaux
- 4.4 Modalités d'accès et de circulation du personnel

ARTICLE 5 – **GROUPEMENT D'ENTREPRISE - SOUS TRAITANCE – CESSION DU MARCHÉ – ORDRE DE SERVICE**

- 5.1 Groupement d'entreprises
- 5.2 Sous traitance
- 5.3 Cession du marché
- 5.4 Ordre de service

ARTICLE 6 – **PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

- 6.1 Description du traitement de données à caractère personnel
- 6.2 Obligation du titulaire
- 6.3 Sort des données
- 6.4 Délégué à la protection des données
- 6.5 Registre des activités de traitement

ARTICLE 7 – **CONFIDENTIALITE**

ARTICLE 8 – **AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE**

- 8.1 Avance
- 8.2 Retenue de garantie

ARTICLE 9 - **DELAIS ET CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

- 9.1 Délais d'exécution
- 9.2 Conditions d'exécution

ARTICLE 10 - **MODALITÉS DE DETERMINATION DES PRIX**

- 10.1 Détermination des prix
- 10.2 Caractère du prix

ARTICLE 11 - **MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

- 11.1 Modalité de règlement des comptes
- 11.2 Demande de paiement d'acomptes et décompte final
- 11.3 Mode de règlement
- 11.4 Présentation des demandes de paiement
- 11.5 Compte à créditer
- 11.6 Comptable assignataire

ARTICLE 12 – **RECEPTION DES TRAVAUX**

ARTICLE 13 – **GARANTIES**

ARTICLE 14 – **PENALITES ET SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENTS DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX**

- 14.1 Retard pendant l'exécution des travaux
- 14.2 Retard pour la remise des documents d'exécution
- 14.3 Réunion de chantier

ARTICLE 15 – **SITUATION JURIDIQUE ET FISCALE**

ARTICLE 16 – **ASSURANCE**

ARTICLE 17 – **RESILIATION DU MARCHE**

ARTICLE 18 – **LANGUE**

ARTICLE 19 – **REGLEMENT DES LITIGES**

ARTICLE 20 – **PROCEDURE SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

ARTICLE 21 – **POURSUITE DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

ARTICLE 22 – **DEROGATION AU CCAG**

Article 1 – Objet et durée du marché

1.1 Objet du marché :

Les stipulations du présent cahier des charges des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des travaux de rénovation des menuiseries extérieures bois intégrant le remplacement des vitrages du bâtiment D et du hall d'exposition de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne située, 44 boulevard de Chézy – 35000 RENNES.

Le présent marché a pour objet de confier à une entreprise la réalisation des prestations en un lot unique.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP).

1.2 Option :

Est prévu en option le remplacement et/ou la réparation des stores-banes sur enrouleurs situés à l'extérieur des ensembles menuisés, soit 15 stores-banes (cf article 5.1 du cctp, nombre à vérifier au moment de la visite sur site).

1.3 Durée du marché

La durée du marché court de sa notification jusqu'à la réalisation complète des prestations attestée par le procès-verbal de réception des travaux.

1.4 Allotissement

Décomposition des lots :

LOT 01 – RENOVATION A L'IDENTIQUE DES MENUISERIES EXTERIEURES BOIS INTEGRANT LE REMPLACEMENT DES VITRAGES DU BATIMENT D ET DU HALL D'EXPOSITION

Article 2 – Intervenants

2.1 – Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G Travaux 2021 en vigueur, le « maître d'ouvrage » est l'acheteur pour le compte duquel les travaux, objet du présent marché, sont exécutés. La personne signataire du marché est : **le directeur de l'ENSAB**. Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage peut désigner une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

2.2 – Conduite d'opération – suivi de chantier

La conduite d'opération et le suivi de chantier assurée par le Maître d'Ouvrage sont confiés au chef de service technique et immobilier.

Celui-ci assurera la coordination des travaux et donc les interventions de l'entreprise ou des entreprises le cas échéant. Il dispose d'une délégation du maître d'ouvrage pour assurer ses missions.

2.3 – Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique seront communiquées ultérieurement.

2.4 - Coordination Sécurité et Protection de la Santé

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur qui sera désigné ultérieurement.

2.5 – Titulaires

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-TRAVAUX, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le titulaire en cours d'exécution.

Le titulaire retenu devra fournir les attestations qui justifient qu'il n'est dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public (cf également article 15 du présent CCAP).

Article 3 – Documents contractuels

3.1 - Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

3.2 - Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe : la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF),
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales ou CCAG - Travaux applicable aux marchés publics de travaux, en vigueur à la date d'établissement du présent marché et tout au long de celui-ci.

Article 4 – Obligations du titulaire

4.1 - Nature de l'obligation du titulaire

Le titulaire est débiteur d'une **obligation de résultat**.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution des travaux dans les délais impartis. Il s'engage, si cela s'avère nécessaire, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de rémunération. Dans le cas exceptionnel où le titulaire livre des prestations défectueuses, il s'engage à les corriger à ses frais, en respectant le calendrier des travaux.

Le retard dans l'exécution des corrections fait encourir au titulaire les pénalités prévues à l'article 14 du présent CCAP.

Les prestations devront être effectuées en site occupé en perturbant le moins possible le fonctionnement de l'ENSAB. Le titulaire devra respecter les contraintes et les consignes qui lui sont indiquées par le maître d'ouvrage. Toutefois, les travaux pourraient débuter dès cet été en fonction de la date de notification du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il est par ailleurs tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.2 - Moyens humains – personnel affecté aux travaux

Le titulaire s'engage à faire exécuter les travaux par du personnel qualifié compte-tenu de la technicité particulière des prestations à réaliser et notamment une rénovation à l'identique.

4.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur les lieux des travaux

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité. A ce titre, il devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des travaux. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en compte pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

Le titulaire doit se conformer aux dispositions prévues à l'article 28-3 du CCAG Travaux.

4.4 - Modalités d'accès et de circulation du personnel

Les modalités d'accès à l'école et de circulation du personnel seront précisées lors de la mise au point du marché avec le maître d'ouvrage.

Les agents des entreprises seront identifiables au moyen de badges visibles ou de vêtements de travail permettant d'identifier clairement leur employeur.

Article 5 – Groupement d'entreprises - sous-traitance – cession du marché

5.1 – Groupement d'entreprises

Le lot pourra être attribué à une seule entreprise ou à un même groupement d'entreprises.

En application des articles R2142-19 à R2142-27 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

5.2 - Sous-traitance

Le titulaire pourra présenter un ou des sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Toutefois le titulaire est tenu de présenter tous les sous-traitants connus lors du dépôt de son offre. Les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité du ou des sous-traitants seront indiqués.

5.3 – Cession du marché

Le titulaire n'est pas autorisé à céder tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du marché, sauf accord préalable exprès de l'acheteur.

5.4 – Ordre de service

L'ordre de service, signé par le maître d'ouvrage et l'entreprise titulaire, fixe la date du début des travaux. A réception, le titulaire a 15 jours pour émettre des réserves sur cet ordre de service, notamment s'il considère qu'il excède ses obligations contractuelles.

Article 6 – Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

6.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations, objet du marché.

Les données à caractère personnel du présent marché peuvent notamment être issues de documents remis par l'acheteur. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées au titulaire par l'acheteur, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels (marché, conditions générales, conditions particulières, annexes techniques et financières).

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier. Le titulaire pourra sur injonctions des autorités

judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent marché.

6.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

6.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

6.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle. Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

6.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : ensab@rennes.archi.fr

6.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel, dans les plus brefs délais et au maximum dans un délai de 48 heures après la découverte de la violation et par les moyens suivant par mail à l'adresse suivante : ensab@rennes.archi.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

6.3 - Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel,
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

6.4 – Délégué à la protection des données

Dès la notification du marché public, l'acheteur communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

6.5 – Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : une pénalité forfaitaire de 50 euros pour non transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire, 50 € pour absence de notification à l'acheteur d'une violation de données à caractère personnelle, 50 € pour non-tenue du registre des activités de traitement.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article.

Article 7 – Confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Article 8 – Avance et retenue de garantie

8-1 - Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles L. 2191-2 à L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique relatif aux avances, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

En complément du présent CCAP, l'acte d'engagement détermine le droit à l'avance, le montant de l'avance et le délai de paiement de l'avance.

Le taux de l'avance est fixé à 30 %.

L'avance sera calculée, en fonction du montant et de la durée du marché, dans les conditions définies aux articles précités relatif aux avances.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire. Compte tenu du pourcentage de l'avance, son remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

8-2 - Retenue garantie

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique, il est appliqué une retenue de garantie dont le montant est égal à 5,00 % du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

Conformément à l'article R2191-34 du code la commande publique, la retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance. Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande.

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R.2191-36 à R. 2191-42 du code de la commande publique. Lorsque le titulaire est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le maître d'ouvrage ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur garantie à première demande sont libérées dans les conditions prévues aux articles R 2191-35 et R 2191-42 du code de la commande publique ainsi qu'à l'article 44 du C.C.A.G Travaux.

Article 9 – Délais et conditions d'exécution de la prestation

9.1 - Délais d'exécution

La phase de travaux est prévue entre juillet et décembre 2024.

L'entrepreneur précisera dans son offre un délai et un calendrier prévisionnel d'intervention détaillé pour ce marché.

Le calendrier définitif sera validé par le maître d'ouvrage et l'entreprise lors de la mise au point du marché, avant le commencement des travaux. Il aura valeur contractuelle et en cas de non-respect, le titulaire encourt les sanctions prévues à l'article 12 du présent marché pour ce qui concerne les pénalités en référence à l'article 19 du CCAG Travaux et aux articles 49 à 52 du CCAG-Travaux, pour ce qui concerne la résiliation.

Toute demande de prolongation des délais d'exécution par l'entrepreneur devra être dûment justifiée et fera l'objet d'un avenant.

9.2 - Conditions d'exécution

Les modalités d'exécution des travaux du lot sont précisées dans le CCTP.

Les précisions suivantes sont apportées en complément :

9.2.1 – Etudes d'exécution

Selon les besoins, les études d'exécution sont à la charge du titulaire pour son lot, sauf exceptions mentionnées dans le CCTP.

9.2.2 – Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

Les stipulations relatives à l'installation, l'organisation, la sécurité et l'hygiène du chantier sont définies dans le CCTP et dans le PPSPS (à la charge de l'entreprise).

9.2.3 – Gestion des déchets de chantier

Par application de l'article 36 du CCAG Travaux et prescriptions du CCTP, le titulaire est tenu d'évacuer ses déchets, notamment les vitrages existants, au fur et à mesure, tout au long de la durée du chantier. Le titulaire trie, valorise et élimine ses déchets, conformément à la réglementation.

9.2.4 – Réunion de chantier

Une réunion de chantier selon un rythme hebdomadaire sera organisée par la maîtrise d'ouvrage. Le titulaire est tenu d'y assister obligatoirement sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 14-3 du présent CCAP.

Article 10 – Modalités de détermination des prix

10.1 – Détermination des prix

Tous les prix sont exprimés en euro.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre. Ils sont fixés en tenant compte de toutes les sujétions pour réaliser les prestations du marché et ce, conformément aux prescriptions prévues par le CCTP. Ils seront fixés à l'aide de la DPGF joint en annexe de l'Acte d'Engagement.

10.2 – Caractère du prix

Conformément aux articles R.2112-10 et R.2112-11 du code de la commande publique, les prix pourront être actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé

son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations. Dans ce cas, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Article 11 – Modalités de règlement

11.1 - Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des situations régulières et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit. Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement, au pourcentage d'exécution des travaux. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage. **Dans le cadre de la dématérialisation, les situations de travaux et les demandes d'acompte seront présentés obligatoirement via la plateforme CHORUS PRO.**

11.2 - Demandes de paiement d'acomptes et décompte final

Les demandes de paiement d'acomptes sont approuvées par le maître d'ouvrage qui procèdera aux règlements selon les modalités prévues à l'article 12.2 du CCAG Travaux.

A l'issue des travaux, le maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur pour son lot conformément à l'article 12.3 du CCAG Travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

11.3 - Mode de règlement

Le délai de règlement est fixé à **30** jours à compter de la date de réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

11.4 – Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, après certification du service fait. Les factures seront libellées à l'ordre de :

L'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Bretagne
44 boulevard de Chézy – CS 16427 – 35064 RENNES Cedex

11.5 – Compte à créditer

Le titulaire du marché demande que la personne publique règle les sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du(des) compte(s) précisé(s) figurant dans l'acte d'engagement.

11.6 – Comptable assignataire

Le comptable public assignataire des paiements est l'agent comptable de l'établissement.

Article 12 – Réception des travaux

Les opérations de réception des travaux sont réalisées conformément aux articles 40 et 41 du CCAG Travaux.

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant du lot considéré, elle prend effet à la date de cet événement.

Avant la date prévue de réception, le maître d'ouvrage pourra procéder à des Opérations Préalables à la Réception (OPR). Durant ces visites, le maître d'ouvrage établira une liste de réserves (ouvrages

inachevés, imperfection, malfaçons). Le titulaire devra alors terminer ou rectifier les travaux sur les ouvrages concernées dans les plus brefs délais. Passer un certain délai et si au moment de la réception, les réserves ne sont pas levées, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander à la personne de son choix d'effectuer ces travaux, au frais de l'entrepreneur défaillant.

Article 13 – Garanties

Garantie de parfait achèvement : 1 an.

Cette garantie prend effet à compter de la date d'achèvement indiquée sur le procès-verbal de réception. Durant cette période, le titulaire devra, à ses frais, effectuer tous travaux qui concerneraient des désordres apparus à l'usage.

Garantie décennale : 10 ans.

Article 14 – Pénalités et sanctions en cas de manquements dans l'exécution des travaux

Les pénalités applicables sont celles prévues à l'article 19 du CCAG Travaux.

Toutefois, il est dérogé à cet article dans les cas suivants :

14-1 – Retard pendant l'exécution des travaux

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution de ses travaux par rapport au calendrier détaillé d'exécution, le titulaire se voit appliquer, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard, sur simple constat du retard et sans mise en demeure préalable.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des primes.

L'exonération mentionnée à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux ne s'applique pas.

14-2 – Retard pour la remise de documents d'exécution

En cas de retard du titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution (DOE), dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage appliquera, conformément à l'article 19.3 du CCAG Travaux une pénalité forfaitaire de 500 € après mise en demeure du titulaire, restée sans effet.

14-3 – Réunion de chantier

En cas d'absence non justifiée à une réunion de chantier, il est fait application d'une pénalité de 75 € HT par absence, à défaut de la présentation d'un motif sérieux et plausible. Cette pénalité est alors appliquée sans mise en demeure préalable.

L'exonération mentionnée à l'article 20.4 du CCAG Travaux ne s'applique pas.

Les différents types de pénalités prévus au CCAG Travaux ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés.

Le montant des pénalités arrêté par l'ENSAB est prélevé sur les factures à venir par réfaction de ces dernières.

De convention expresse, les pénalités stipulées ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable des travaux soumis à pénalité et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation de les exécuter.

L'application d'une pénalité ne porte pas préjudice au droit de l'ENSAB de réclamer tous dommages et intérêts et, en cas de répétition des manquements, de procéder de plein droit et après une mise en demeure préalable à la résiliation du marché et sans que le titulaire puisse prétendre à un versement d'indemnités de quelque nature que ce soit.

Un constat contradictoire de l'état des locaux et des accès au chantier sera réalisé lors de la première réunion de chantier. En cas de dégradation, la maîtrise d'ouvrage pourra imputer à l'entreprise identifiée comme responsable tous les travaux et dépenses en réparations.

Article 15 – Situation juridique et fiscale

Le titulaire du marché affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société pour laquelle il intervient que lui et ladite société ne sont pas exclues de la procédure de passation des marchés pour les motifs énumérés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique. De plus, le maître d'ouvrage pourra exclure de la procédure de passation du marché tout candidat qui se trouve dans une des situations prévues aux articles L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché sera en mesure de produire les pièces prévues aux articles R. 2143-5 à R. 2143-12 du code de la commande publique ainsi que dans l'arrêté du 30 mars 2021 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

Article 16 – Assurance

Le titulaire du lot et, le cas échéant, les sous-traitants, doit - doivent justifier, au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code Civil.

Excepté si elles ont déjà été produites à l'appui de l'offre, les attestations d'assurance doivent être adressées au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et, au plus tard, avant tout commencement d'exécution. A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de bloquer le paiement des travaux jusqu'à ce que le titulaire délivre cette pièce et sans ouverture du droit à versement d'intérêts moratoires.

Article 17 – Résiliation du marché

Les clauses des articles 49 à 52 du C.C.A.G. Travaux sont applicables, avec les précisions suivantes.

A - Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 50.4 du C.C.A.G. est fixé à 5 %.

B - Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 50.3.1 du C.C.A.G., une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

C - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire les articles 50.1.1 et 50.1.3 du C.C.A.G s'appliquent.

D - Résiliation en cas de groupement

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 50.1.1 et 50.1.3 du C.C.A.G., les dispositions de ces articles sont applicables.

Article 18 – Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française. Si elles sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 19 – Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions de l'article 5 du C.C.A.G. Travaux.
Le Tribunal Administratif de Rennes est seul compétent.

Article 20 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Conformément à l'article 50.12 du CCAG-Travaux, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire. En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.
La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 21 - Poursuite des travaux aux frais et risques du titulaire

Application de l'article 52 du CCAG Travaux.

Article 22 – Dérogations au CCAG

L'article 14 déroge à l'article 19 du CCAG Travaux.

A _____, le
Mention manuscrite "lu et approuvé"
Signature du candidat